Candidatures au Conseil d'administration du Pacte mondial - Réseau France

Le Pacte mondial - Réseau France

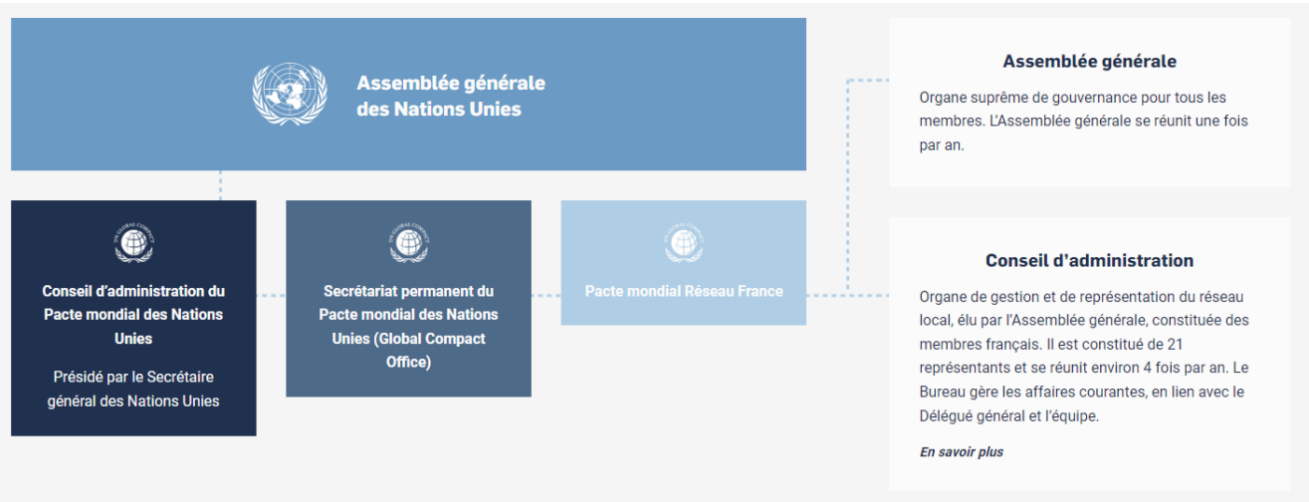
Le Pacte mondial Réseau France agit sous la forme d'une association loi 1901 déclarée en France. Elle est mandatée par le *United Nations Global Compact* (UNGC) pour animer le réseau à l'échelle nationale. Conformément à ses statuts, elle est dirigée par un Conseil d'administration de 20 membres. Elle est présidée par André Renaudin, Président de La Mondiale. L'équilibre entre grandes entreprises et PME y est recherché. Un Bureau assure le pilotage opérationnel de l'association dont les décisions sont mises en œuvre par le Délégué général et ses équipes.

L'association vit par et pour ses membres. Elle rassemble aujourd'hui plus de 1 630 entreprises, dont 60% de PME, ce qui classe le réseau local français parmi les plus dynamiques du réseau en nombre d'adhérents.

L'objet du Pacte mondial – Réseau France est de rassembler des personnes morales, entreprises et organisations à but non lucratif françaises, signataires du Pacte mondial des Nations Unies, et d'en promouvoir les Dix principes. Pour ce faire, notre Réseau entend :

- constituer un lieu d'échanges neutre et stimulant sur l'ensemble des questions de responsabilité sociétale des entreprises en impliquant et en élargissant le réseau des entreprises signataires et en initiant des projets de partenariat entre elles et d'autres organisations ;

- associer les principes du Pacte mondial des Nations Unies à la stratégie, à la culture et aux activités quotidiennes de ses membres. Le Pacte mondial- Réseau France a la volonté de devenir l'acteur de référence, auprès des entreprises françaises, pour l'appropriation des Objectifs de développement durable.

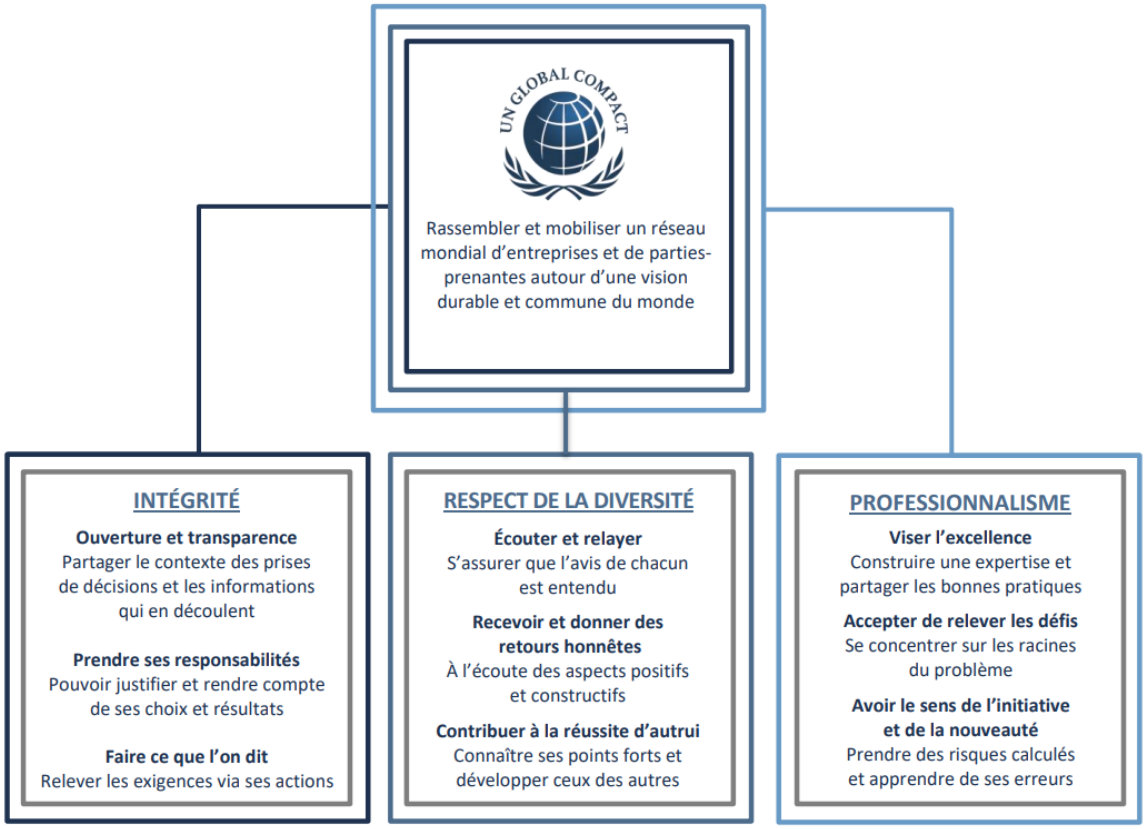


Le mandat du Pacte mondial des Nations Unies et du Pacte mondial – Réseau France

Le rôle d'administrateur et d'administratrice

Le rôle d'administrateur est un rôle bénévole mais qui demande investissement et disponibilité. Il engage autant l'entreprise membre du Pacte mondial – Réseau France, que le ou la titulaire du poste. L'administrateur se devra de refléter les valeurs du Pacte mondial des Nations Unies.

Il conviendra également de s'engager à pouvoir assister à 4 réunions, sur Paris, d'environ 3h par Conseil. Il est attendu d'un administrateur qu'il puisse accompagner l'association dans le déploiement de la stratégie de l'UNGC et du Pacte mondial – Réseau France afin que les actions soient alignées et répondent aux attentes des membres en faveur du développement durable.



Code de conduite du Pacte mondial des Nations Unies

Termes de référence des Administrateurs

Conformément aux Statuts du Pacte mondial Réseau France, adoptés le 7 avril 2022, aux *Quality Standards* de l'UNGC, et aux Termes de référence du Conseil d'administration du Pacte mondial Réseau France (en annexe) :

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour diriger l'association, agir en son nom et faire ou autoriser tout acte et opération permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée générale de ses adhérents. En particulier :

- Il établit le Règlement intérieur de l'association et y apporte les modifications qu'il juge nécessaires à la vie de l'association ;
- Il propose à l'Assemblée générale annuelle le montant des cotisations et leurs modalités
- de paiement ;
- Il prononce, en cas de non-respect par un des membres des conditions requises pour conserver la qualité de membre, sa radiation dans les conditions fixées à l'article 8 des statuts ;
- Il définit la stratégie de l'association, assure sa direction, il vote le budget, veille à sa bonne exécution et rend compte de sa gestion morale et financière à l'Assemblée générale ordinaire de ses adhérents ;
- Il nomme les membres du Bureau et règle les modalités du fonctionnement permanent de l'association.

La durée du mandat des administrateurs est de trois (3) ans, chaque année devant être entendue comme correspondant à la période comprise entre deux réunions d'Assemblée générale annuelle d'approbation des comptes.

Des renouvellements partiels des administrateurs peuvent intervenir chaque année. Sauf exception visée à l'article 9.1 subséquent des présents statuts, un administrateur ne peut réaliser que deux (2) mandats consécutifs (soit en principe une durée maximum de six (6) ans consécutifs).

Il sera possible pour un membre de faire acte de candidature trois (3) ans après la fin de son deuxième mandat d'administrateur.

Modalité de sélection et calendrier

Le Conseil d'administration 30 septembre 2022 a souhaité poser un cadre clair et transparent de candidatures auprès des membres du Pacte mondial – Réseau France :

- entreprise de plus de 10 salariés, **à jour de ses cotisations et de sa CoP** ;
- être membre de l'association Pacte mondial – Réseau France depuis **au moins 3 ans** et avoir participé de manière effective aux activités (participation aux groupes de travail, aux Assemblées générales, aux ateliers…) ;
- exprimer **un engagement fort** en faveur de la RSE ;
- **s'engager à assister aux réunions** du Pacte mondial – Réseau France.

Le Conseil d'administration a confié à un Comité de sélection la première sélection des candidatures. Il est composé d'un membre du Bureau, d'un membre du Conseil et du Référent éthique. Le Délégué général préparé les réunions et y assite sans voix délibérative. Le Comité proposera une liste d'entreprises lors de réunion du Conseil d'administration du 1er semestre 2023. Il sera tenu compte des critères suivants :

- parité effective entre femmes / hommes siégeant au Conseil ;
- Grandes entreprises / ETI / PME ;
- secteur d'activités, le secteur du conseil n'étant pas éligible ;
- la répartition géographique ;
- intégrité et éthique sur la base d'une analyse de l'UNGC.

Les candidatures sont ouvertes du **10 octobre 2022** au **30 novembre 2022.**

Procédure :

- vérification par le Délégué général des éléments administratifs ;
- due-diligence au sein de RepRisk ;
- analyse des dossiers par le Comité ;
- Audition des candidats potentiels par le Comité de sélection ;
- Due-diligence assurée par le siège sur la short-liste ;
- Arrêt de la liste par le Comité pour présentation au Bureau puis au Conseil

Conformément aux statuts, le Conseil d'administration présentera les entreprises candidates lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2023.

Informations à fournir dans le cadre de la candidature (via le formulaire)

- Nom de l'entreprise
- Acronyme
- N° SIRET
- Adresse postale complète
- Prénom, Nom et fonction du dirigeant
- Adresse mail du dirigeant
- Prénom, Nom et fonction de la personne qui siègera effectivement au Conseil (suppléant)
- Remplir le Registre des liens d'intérêts, conformément aux *Quality Standards* de l'UNGC
- Adresse mail du suppléant
- Chiffres d'affaires en 2021
- Nombre de salariés en 2021
- Secteur d'activité
- Site internet de l'entreprise
- Année d'adhésion au Pacte mondial – Réseau France
- L'entreprise a-t-elle déjà postulé au Conseil ? Si oui, quelle(s) année(s) ?

- Quelles sont les actions en faveur de la RSE portées par l'entreprise ? Quelles actions en faveur du Pacte mondial des Nations Unies et des 17 ODD ?
- Quelles implications de l'entreprise dans le réseau France ? Quelle implication en Europe et/ou avec les Nations Unies ?

- Quel est le parcours du représentant de l'entreprise candidate ? Pourquoi souhaitez-vous postuler (1 page maximum, en précisant vos engagements au sein du Pacte mondial) ? Que souhaitez-vous apporter Réseau Français ? Joindre un CV détaillé.

ANNEXES

Plan stratégique 2022-2023 du Pacte mondial Réseau France

Nos objectifs

- Mettre en œuvre et décliner la stratégie du siège à l'échelle française, dans la logique d'un « *One Global Compact* » ;
- Renforcer les liens avec le siège et les autres réseaux locaux, notamment francophones ;
- Articuler le discours ODD avec les stratégies des entreprises, démontrer quelle est leur plus-value ;
- Définir les indicateurs propres au Réseau France, sur la base des SMART Goals du siège afin de mieux mesurer notre impact. Réaffirmer également les ODD comme un outil de mesure d'impact ;
- S'inscrire dans une démarche d'amélioration continue des services, avec une équipe permanente en posture d'accompagnement des membres ;
- Poursuivre la structuration des différents process dans notre activité au quotidien, dans une logique ISO9001.

Axes stratégiques

Axe 1 : Dynamiser la vie de réseau français

Le premier axe de cette stratégie consiste en un renforcement de la vie du réseau pour proposer toujours plus de contenu spécifique aux membres et leur permettre de venir trouver une expertise adaptée à leurs besoins, leur taille et leur maturité, en tenant compte du nouveau business modèle du siège. L'objectif est également de rendre les membres créateurs de contenu et de valoriser les bonnes pratiques.

1.1 Offrir un espace d'apprentissage et d'échanges

Indicateurs :

- Nombre de participants aux événements
- Niveau de satisfaction des participants

1.2 Répondre aux besoins des plus grands comptes

Indicateurs :

- Taux de rétention des grands comptes
- Nombre de grands comptes participants aux événements
- Niveau de satisfaction des grands comptes

1.3 Outiller davantage les PME

Indicateurs :

- Création de contenu à destination des PME
- Taux de satisfaction des PME aux évènements

Axe 2 : Renforcer les programmes

Le renforcement des programmes vise à impliquer davantage les membres, par exemple dans l'animation et les comités de pilotage des groupes de travail. L'objectif est également de mettre en œuvre un plus grand nombre de programmes portés par le siège et de proposer aux membres des parcours différenciés en fonction de leur niveau de maturité.

2.1 Impliquer davantage de membres dans les programmes

Indicateurs :

- Nombre de participants aux différents programmes
- Niveau de satisfaction des membres

2.2 Renforcer les actions thématiques

Indicateurs :

- Nouveaux programmes mis en œuvre
- Intérêt des membres pour les nouveaux programmes

2.3 Offrir des parcours différenciés par niveau de maturité

Indicateurs :

- Nombre de membres identifiés comme « Leaders » ou « Matures »
- Progrès sur la CoP (2022)

Axe 3 : Développer notre écosystème de partenariats

Dans le cadre d'une politique de partenariats redéfinie, la stratégie 2022-2023 vise à repositionner le Pacte mondial - Réseau France comme un acteur central de la RSE, et particulièrement comme un interlocuteur privilégié sur les ODD à travers l'expertise onusienne.

3.1 Coopérer avec d'autres acteurs de la RSE en France

Indicateurs :

- Nouveaux partenariats en lien avec la nouvelle stratégie
- Nombre d'évènements en collaboration avec les autres acteurs (CCI, MEDEF, OSRE, etc.)

3.2 Contribuer aux dynamiques institutionnelles

Indicateurs :

- Travail en lien avec la Plateforme RSE et le SDSN

3.3 Se repositionner comme l'interlocuteur des pouvoirs publics sur l'appropriation des ODD par le secteur privé

Indicateurs :

- Perception du Pacte mondial comme interlocuteur clé (à travers le Baromètre ODD par exemple)

3.4 Renforcer les partenariats avec d'autres acteurs onusiens

Indicateurs :

- Nombre d'évènements organisés en partenariat avec d'autres acteurs onusiens

Axe 4 : Accroitre la dynamique territoriale

Dans la lignée de la dynamique territoriale mise en œuvre en 2021, ce quatrième axe vise à poursuivre le développement des cercles locaux comme des outils d'expertise pour les membres, ainsi que des rendez-vous en région pour élargir les cibles.

4.1 Consolider et développer de nouveaux cercles

Indicateurs :

- Ouverture des cercles prévus pour fin 2022 et 2023

4.2 Valoriser les cercles comme un lieu d'apprentissage et d'échanges

Indicateurs :

- Nombre de membres participant aux réunions des cercles
- Niveau de satisfaction des membres aux réunions des cercles

4.3 Poursuivre la dynamique des Rendez-vous en région, et en élargir les cibles

Indicateurs :

- Nombre de rendez-vous en région organisés
- Niveau de satisfaction des participants
- Nombre de nouveaux adhérents à travers les rendez-vous en régions

Axe 5 : Poursuivre la croissance du Réseau France

Dans l'optique d'atteindre 5000 membres d'ici 2030, l'objectif est d'attirer 375 nouveaux membres par an (en entrées nettes). La stratégie de croissance s'axe notamment sur les entreprises à taille intermédiaires, en raison de la forte marge de manœuvre sur cette catégorie, et de la forte volatilité des PME au sein du réseau.

5.1 Accélérer la croissance en passant d'une posture de rétention à une posture de prospection

Indicateurs :

- Attirer ~375 nouveaux membres par an (hors sorties)

5.2 Attirer davantage d'ETI, tout en conservant les grands comptes et les PME

Indicateurs :

- Dépasser 1000 ETI fin 2023
- Assurer une rétention des grands comptes et des PME
- Attirer 20 nouvelles grandes entreprises

Axe 6 : Devenir l'un des réseaux locaux de référence

Ce dernier axe vise à renforcer le positionnement du Réseau France au sein du Pacte mondial de l'ONU, cela notamment à travers une plus forte présence du Réseau France aux évènements du siège et plus de collaboration avec d'autres réseaux notamment francophones et européens.

6.1 Renforcer la relation avec le siège

Indicateurs :

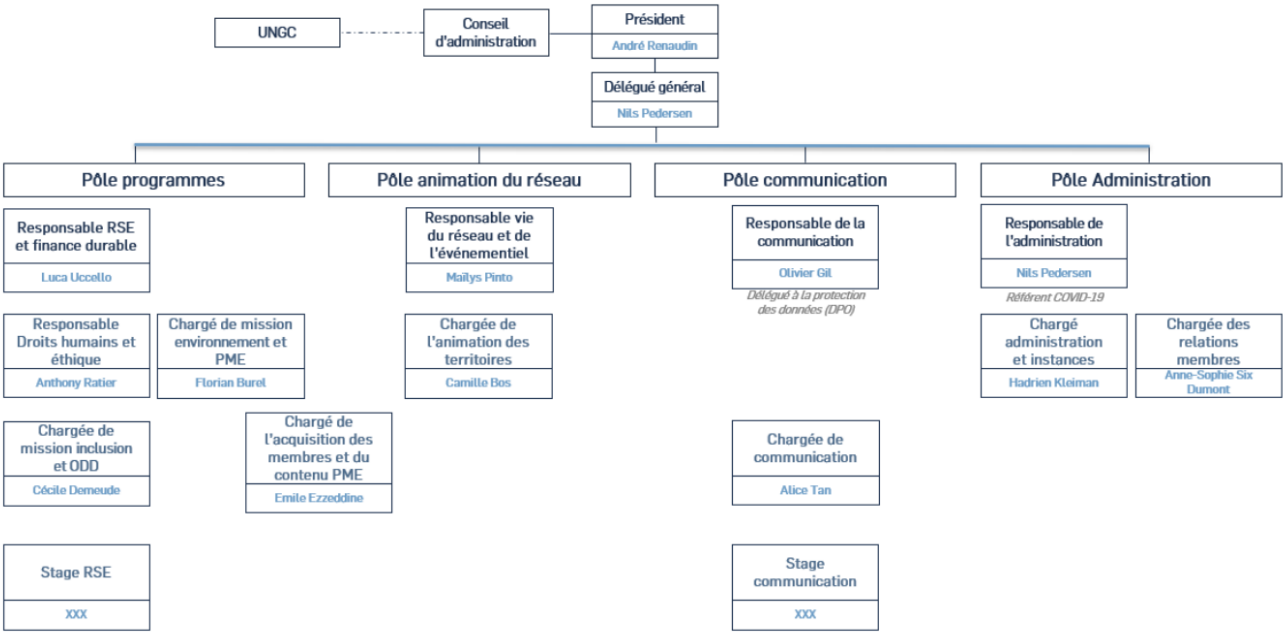
- Nombre d'évènements du siège où le Réseau France est représenté
- Présence de l'équipe aux réunions du GCO

6.2 Créer une dynamique d'expertise européenne et francophone

Indicateurs :

- Devenir le premier réseau européen en termes de membres
- Nombre d'évènements organisés en collaboration avec d'autres réseaux francophones et européens
- Capacité à co-produire du contenu en français

Organigramme de l'équipe du Pacte mondial Réseau France



UNGC Board of Directors Terms of Reference Template

United Nations Global Compact

The United Nations Global Compact is the world's largest corporate sustainability initiative counting with more than 9,500 companies and 3,000 non-business signatories based in over 160 countries, and with more than 70 Global Compact Local Networks (GCLNs) around the globe. Launched in 2000, the United Nations Global Compact is a call to companies to align strategies and operations with ten universal principles on human rights, labour, environment and anti-corruption, and to take actions that advance societal goals.

Global Compact Network <Country>

<Provide overview on Local Network>

Board Composition

- The Board must be composed of no less than <> Directors and no more than <>*;*
- At least 50% of Directors must at any time represent businesses or business associations or in other ways represent the business community (e.g. Independent Board Directors with significant experience from the private sector);
- The Board must at any time have representation from at least one non-business organization. In situations where this is not legally permitted or for other important reasons not possible, the GCLN should formalize other opportunities for non-business organizations to provide input to GCLN decision-making;
- One or more seats on the GCLN Board can be reserved for specific types of organizations, or specific organizations such as the Hosting Organization, the national government, the UN Country Team or the GCO, but the individuals representing such organizations shall also be subject to election or approval by the GCLN General Assembly. *[Indicate any reserved seating including for the UN or GCO];*
- An employee of a company that is (a) not a Global Compact Participant or (b) of a company that is a Global Compact Participant not in good standing (i.e. not holding an Active status due to failure to submit an annual Communication on Progress or making the required financial contribution on time) shall not be on the GCLN Board;
- The Board can allow for Independent Board Directors if they bring specific expertise to the table. Independent Directors are still subject to elections or approval by the General Assembly;
- The GCLN ED may join the GCLN Board as an ex-officio member but cannot be elected as the Chair of the Board. If the GCLN ED is a (ex-officio) member of the GCLN Board, he or she shall recuse himself or herself from discussions and decisions that may create a conflict of interest, including with respect to ED performance and remuneration;
- The Board will aim to achieve gender diversity in its composition; and
- In the event of a Vacancy, a Director may be elected at a General Assembly or by written ballot.

Criteria for Board Nomination

The criteria for accepting nominations to the Board include having the necessary skills determined by the Board:

- *[identify the skills you are looking for i.e. sustainability, finance, communications, policy, etc.];*
- Due diligence on Board nominations should be carried out to ensure the individuals are of good standing, have the necessary time and resources to carry out their responsibilities, and to determine any potential conflicts of interest to them serving on the Board;

Election of Board Directors

- All Directors on the GCLN Board shall be elected or approved by the GCLN General Assembly.
- The election of the Board shall happen every *[indicate how many years]*, and only *[indicate how many members i.e. one-third, 50%,…]* of the members are changed per election term, to guarantee continuity of the work and support to the GCLN;
- The election will be held at the General Assembly and *[two-thirds, 51%,…]* of the General Assembly need to vote in order to constitute a quorum. Votes will be counted by [a show of hands, ballots, etc.];
- Nominations of candidates have to be communicated to the GCLN's Executive Director no later than *[insert time]* before the elections. The Executive Director will circulate all nominees to the members *[insert time]* before elections; and
- At least 14 days before a list of new candidates for the Board is presented to the General Assembly, the GCLN Secretariat must inform the GCO, allowing GCO to check whether it has engaged with any of the candidates under its Integrity Measures, and thus allow GCO to make recommendations accordingly.

Length of Board Director Term

The terms of Board Directors will be for <> years (*recommendation: should not exceed 3 years*), but may stand for re-election after any term is served. Directors can stand for re-election only twice.

Board Remuneration

Directors of the Board will not receive monetary compensation from the GCLN.

Chair of the Board

The Board should elect one of its Directors to be Chair. A Chair's term should not exceed three years, but a Chair can be re-elected for an additional term. No more than two consecutive terms should be served. The GCLN Chair's responsibilities include:

- Represents the GCLN within the UN Global Compact as well as externally vis-à-vis companies, governments, media and others;
- Represents the Board at functions/meetings;
- Ensures – with the assistance of the Executive Director– that all Directors receive accurate, timely, appropriate, and clear information, including agendas for board meetings;
- Chairs meetings of the Board allowing enough time for full discussion of complex or contentious issues;
- Works alongside the Executive Director to prepare strategic agendas for Board meetings geared at decision making;
- Fosters an open and constructive environment for discussion at Board meetings and acts as the spokesperson of the Board when necessary to work to resolve any conflict between Directors;
- Chairs the General Assembly;
- Signs the MOU with the UN Global Compact; and
- *[list any other functions to be performed by the Chair].*

Other Board Appointments

[Indicate here if there are other Board appointments such as a Vice Chair, Secretary, or Treasurer and indicate their responsibilities]

Board Responsibilities

GCLN has a dedicated Board whose Directors are elected or approved by the General Assembly. GCLN Board Directors are expected as highlighted in the Board Director's TOR (appendix) to:

- Approve the GCLN ED and the Hosting Arrangement;
- Set and have oversight of the GCLN with respect to governance, vision, mission, strategy and financial management ;
- Approve statutes, annual Work Plan and financial statements;
- Have oversight on the Secretariat and the Executive Director;
- Align with "The UN Global Compact Way- Values and Behaviour Model and with the Global Compact Local Network Quality Standards;
- Have a deep understanding of the UN Global Compact, its Ten Principles, and the SDGs and the value they bring to businesses;
- Have the respect and confidence of their peers and constituencies;
- Drive the overall strategy of the GCLN, having particular regard to the desirability of clear and consistent priorities;
- Provide strategic leadership to the GCLN on emerging issues around implementation of the Principles and the Sustainable Development Goals in the relevant country;
- Be committed and dedicate adequate time to actively participate in the activities of the GCLN Board;
- Uphold membership voting rights during General Assembly;
- Approve the fees for Participants with annual revenues <50 million, non-businesses, and subsidiaries if applicable;
- Comply with the law, and be accountable to the GCO and their members for any recommendations made and actions taken;
- Undertake a formal annual evaluation of its own performance and individual Directors; and
- *[list other expectations/responsibilities].*

Requirements of Board Directors

Directors are required to:

- Comply with the Terms of References for Directors *(include this if the TOR is different than the statutes)*
- Attend the annual General Assembly;
- Make themselves available for planned and ad hoc Board meetings or conference calls, where possible. Alternate representatives or proxies are not allowed *[mention if this is the case];*

- Respond to communications from the Board Chair and the Executive Director related to the role and duties as a Director on the GCLN Board (i) within *[insert time]* where the Chair or Executive Director indicates the matter is urgent; and (ii) in all other cases, in a timely manner; and
- Undertake any other tasks as may be appropriate for a Director of the GCLN Board to perform.

Conduct of Board Meetings

- The Board shall meet at least *[quarterly, monthly,…];*
- At least *[two-thirds, three-quarters,…]* of the Board Directors must be present for a Board meeting to take place;
- The Board Directors may conduct their proceedings as they deem appropriate;
- Any Board Director may call a meeting;
- A meeting can be held in any suitable location or through electronic means;
- For purposes of all Board voting, each Director shall be entitled to one vote. Any actions required or permitted to be taken by the Board may be so taken (i) at a duly-called meeting of the Board or (ii) by written consent without a meeting;
- Questions raised at a meeting will be decided by a majority of votes;
- In the case of a tie, the Chair shall have a second or casting vote;
- Board Directors should transparently and freely express their opinions in Meetings, even if they challenge the status quo. A facilitator can be brought in to discuss complex issues;
- Decisions should be taken in the interests of the GCLN as a whole, not to the benefit of any individual or their organisation or any other related party; and
- Minutes for all board meetings should be recorded, clearly noting who was present, the decisions made and actions. Minutes for the last meeting should be distributed prior to the meeting. The first agenda point of all meetings should be the approval of the last meeting's minutes, with approval being signified by a vote recorded in the current minutes.

General Behaviour Guidelines

- Board Directors should adhere to the highest standards of ethical and responsible behaviour in carrying out their role and conduct themselves in a manner that does not bring the Board, the GCLN, or the UN Global Compact into disrepute;
- Board Directors should live up to the "UN Global Compact Way- Values and Behaviour Model";
- Board Directors are to ensure that the Participant with which they are connected maintain their status to a good standing at all times;
- Board Directors must at all times act with due care and diligence and in the best interests of the LN (not their individual interests or the interests of their own organization) and no Director on the GCLN Board can use their position to promote the commercial or political interests of the organization they work for; and
- The GCLN Board will maintain a conflict register of any conflicts of interest from Directors and the GCLN ED, and seek guidance from GCO where conflicts of interest risk undermining the interests or brand of the GCLN or the broader UNGC. All Board members should consider each meeting agenda and declare any conflicts of interest that may arise, and excuse themselves from discussions which create a conflict.

Due Care

- Appropriate procedures should be in place to enable the Board to respond to a situation where a Board member, or the company they represent, or the Executive Director is involved in a conflict of interest situation or in an incident that could become a reputational risk to the GCLN or the broader UN Global Compact;
- As noted above, all Board Directors and the Executive Director must declare any potential conflicts of interest or matters arising that could compromise their role or another individual's role within the GCLN;
- Conflicts of interest can arise through a wide range of circumstances. Such matters might include:
    - financial or personal conflicts of interest, where the individual has an outside interest that could benefit from or compromise a decision or action taken by the GCLN; or
    - actual misconduct by the particular individual or someone that they have a close personal connection with.
- The Board must decide what action to take (if any) to avoid or mitigate the potential impact of the conflict of interest on the GCLN and the UN Global Compact;
- There may be a range of responses, depending on the circumstances involved, including the individual Board member:

- withdrawing from discussing or voting on particular items at meetings;
- excluding themselves from a committee or working group dealing with an issue;
- relinquishing the private interest; or
- resigning or being dismissed from the Board

Agenda and Minutes

- An agenda must be circulated prior to the convening of a Board meeting by a designated person *[indicate that person];*
- All relevant information to make an informed decision should be brought forward in a transparent manner to the Board ahead of a vote;
- Minutes must be taken at all Board meetings by a designated person *[indicate that person]* and include:
  - Names of Directors present;
  - Appointments made during the meeting; and
  - Clear description of the decisions made and its implications.

Board Assessment

- *[Indicate here if there is a process to evaluate Board performance]*

Removal of Board Directors

A member will no longer hold office in case he or she:

- resigns as a Director by notice to the GCLN Secretariat;
- represents a company that is no longer a Participant of the UN Global Compact;
- misses *[x]* consecutive meeting; or
- resigns or is dismissed as a result of a conflict of interest situation;
- resigns or is dismissed as a result of a conflict of interest situation or an incident that could become a reputational risk to the GCLN or the broader UN Global Compact.

_____

[Insert Name of Board Director]

[Insert Position of Board Director]

Global Compact Network [insert country name]